

L'entretien

CHRISTIAN LAVAL ET PIERRE DARDOT

«*Le souverainisme d'État se concilie avec les politiques néolibérales*»

Dans leur dernier ouvrage, *Dominer*, le sociologue et le philosophe retracent une généalogie qui a conduit à l'État moderne et sa mystique qui empêcherait le dépassement du capitalisme globalisé. Ils en appellent à y opposer des pratiques de souveraineté populaire et à créer des institutions du commun.



Notre imaginaire et notre inconscient demeurent selon vous étatiques. Ce cadre étatique se heurterait aux défis actuels, notamment climatiques. En quoi consiste cet imaginaire ? Peut-on même décider d'en sortir, s'il est constitutif de nos représentations politiques ?

CHRISTIAN LAVAL ET PIERRE DARDOT Ce que nous appelons l'inconscient historique de l'État, c'est le fait que nous avons été formés à penser que l'organisation politique de nos sociétés est naturellement régie par un organe central de pouvoir qui concentre en lui quelques-unes des ressources les plus importantes de la domination sur la population, et ceci dans le cadre d'un territoire « national » lui-même regardé comme espace naturel. Pierre Bourdieu, paraphrasant l'écrivain autrichien Thomas Bernhard, avait vu juste quand il rappelait que nous étions tous « étatisés ». Toucher à l'État en tant que tel apparaît à beaucoup comme un sacrilège. Nous ne voyons plus du tout dans l'État l'exercice d'une domination. Et c'est un obstacle considérable à l'intelligence de la situation mondiale et à la réponse politique à apporter à ce qu'il est convenu d'appeler les défis globaux climatiques, sanitaires, financiers, migratoires.

Cette généalogie de l'État moderne, que vous définissez comme « la domination impersonnelle d'une personne publique », permet-elle d'envisager un dépassement de la souveraineté de l'État et de la verticalité ?

CHRISTIAN LAVAL ET PIERRE DARDOT La généalogie que nous proposons n'a d'autre fin que de montrer comment s'est construit historiquement l'État moderne. Nous nous refusons à aborder la question de l'État de manière anhistorique comme s'il y avait une essence de l'État qui aurait traversé les âges depuis son émergence jusqu'à nos jours. Par fiction juridique l'État moderne est une personne publique. Mais comment s'exerce la domination de cette personne ? Nous disons qu'elle est « im-

personnelle » pour la distinguer d'une relation de personne à personne, comme celle du maître à ses serviteurs ou celle du prince à ses sujets. La domination est exercée par l'administration étatique et ses représentants. Une telle démarche permet d'envisager que ce qui s'est construit dans l'histoire puisse être déconstruit dans l'histoire. Mais la souveraineté de l'État ne se réduit pas à la verticalité. Elle élève les représentants de l'État au-dessus des lois et des obligations, tant à l'égard de leurs propres citoyens qu'à l'égard des autres États et organisations internationales.

Contre les tenants du souverainisme, vous soutenez que c'est l'idéologie souverainiste qui « empêche de dépasser le moment néolibéral de la politique mondiale ».

CHRISTIAN LAVAL ET PIERRE DARDOT Face à la globalisation du capital, à la crise climatique, à la montée mondiale des inégalités, et aujourd'hui à la pandémie, nous ne pouvons plus attendre d'États en rivalité les uns avec les autres les réponses à la hauteur des enjeux. La tragédie actuelle, c'est la montée d'une sorte de nationalisme ethno-identitaire qui capte la colère des populations. Cette tendance très lourde trouve dans l'idéologie souverainiste un point d'appui

très dangereux, qui ne permettra pas de combattre le néolibéralisme et de le surmonter. Tout simplement parce que, très habilement, des néolibéraux d'un nouveau style, plus « populiste », ont su exploiter à leur profit les effets désastreux de la globalisation capitaliste. L'invention d'un national-néolibéralisme qui associe la plus grande liberté laissée aux entreprises, le recul des droits sociaux et le durcissement de la domination étatique continue de bloquer l'alternative. Le souverainisme d'État se concilie très bien avec les politiques néolibérales les plus dures.

La vraie exigence politique d'aujourd'hui consiste selon vous à « imaginer un autre système d'obligations des individus les uns vis-à-vis des autres ». Quelles formes pourrait-il revêtir ?

CHRISTIAN LAVAL ET PIERRE DARDOT Il faut en effet imaginer un système d'obligations qui ne pro-



cèdent pas de l'autorité supérieure de l'État et qui engagent les individus dans une réciprocité. Pendant longtemps la question du fondement de légitimité de l'autorité politique fut posée en termes de contrat entre des individus s'engageant à obéir à la personne du même souverain. Pour dépasser l'horizon de la souveraineté étatique, il faut couper l'obligation réciproque de l'obéissance au souverain. C'est ce que réalise le principe du commun comme principe de la co-obligation : car ce qui rend l'obligation légitime c'est l'égalité dans la participation à la délibération et à la décision, soit l'exigence de démocratie. Mais cela n'est pas suffisant. La co-obligation des acteurs des communs les uns à l'égard des autres n'est pas dissociable de la co-obligation de tous à l'égard des conditions qui rendent la Terre habitable. Le principe de la co-obligation engage donc la responsabilité de tous à l'égard de ces conditions, il est tout le contraire d'une « autonomie » conquise par les humains et pour les seuls humains.



La Révolution française a connu selon vous un «moment Sieyès» lors duquel la conception de la souveraineté basculerait du roi à la nation. Le tiers état reste-t-il une réponse actuelle à «la maladie antisociale des privilégiés» ?

CHRISTIAN LAVAL ET PIERRE DARDOT Nous sommes les héritiers de la grande opération qui s'est déroulée au cours du XVIII^e siècle et que les historiens résumèrent par l'idée d'un «transfert de sacralité». Le titulaire de la souveraineté est passé du roi à la nation. Ce qui est demeuré comme un socle inamovible c'est l'idée d'un lieu du pouvoir assurant par sa centralité même le caractère «un et indivisible» du royaume puis de la République, selon une formule qui a garanti la continuité entre l'Ancien Régime et la Révolution. Le dogme sacré de l'étatisme a perduré jusqu'à aujourd'hui. Il est inséparable de l'invention d'un sujet titulaire de la souveraineté : la nation, le peuple ou le tiers État. C'est cette fiction de l'unité qui a permis à Sieyès dans son texte fondateur, *Qu'est-ce que le tiers état ?*, de justifier le monopole de la repré-

Christian Laval (à gauche), et Pierre Dardot.
Olivier Coret

LA RÉVOLUTION EN COMMUN

Philosophe de formation, Pierre Dardot anime depuis 2004, avec le sociologue Christian Laval, le groupe d'études et de recherches «Questions Marx». Ensemble, ils ont publié plusieurs essais dont *La Nouvelle Raison du monde. Essai sur la société néolibérale* (La Découverte, 2009) et *Marx, prénom : Karl* (Gallimard, 2012). Leur dernière parution, *Dominer. Enquête sur la souveraineté de l'État en Occident* (La Découverte), s'inscrit dans un triptyque. Il fait suite à *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle* (La Découverte, 2014).

sentation politique qu'il accordait à l'Assemblée, au détriment de toute autre forme de participation active des sujets populaires réels. La mystique de l'État devenait alors inséparable d'une mystification sociale et politique donnant aux élites le monopole de la représentation politique. La Révolution ne se résume pas à Sieyès. Les sans-culottes se sont donné leurs propres organes politiques, au moins pendant la phase ascendante de la Révolution. Plutôt que d'entretenir le culte des héros, la gauche devrait relire l'histoire des révolutions en s'attachant à cette question fondamentale.

Les premiers socialistes du XIX^e siècle se sont selon vous émancipés du dogme souverainiste de l'État, en inventant d'autres formes d'association politique et de souveraineté. S'agit-il de repérer, de revivifier ou d'inventer des relations associatives ou horizontales ?

CHRISTIAN LAVAL ET PIERRE DARDOT Le socialisme, en ses débuts et jusqu'à Marx, est un antisouverainisme en même temps qu'il est un internationalisme. Avec l'imposition universelle de la forme de l'État-nation, le socialisme va se nationaliser et s'étatiser, au point de radicaliser, avec le communisme d'État, les traits les plus dangereux et les plus criminels de la domination étatique. Les insurrections et expériences communistes, soviétiques (au sens du pouvoir des conseils) ou autogestionnaires n'ont pas réussi à renverser la trajectoire étatiste du socialisme historique. La formule de Louis Blanc est particulièrement indicative du virage pris par le socialisme français, de la même manière que Lassalle a infléchi la social-démocratie allemande.

L'État social et éducateur, les services publics, la protection sociale sont des faits. On ne peut en revenir aux expériences associatives ou coopératives isolées, même si elles sont indispensables pour dépasser le cadre actuel. La question est de savoir comment rendre à la population les institutions étatiques, comment les démocratiser, comment en faire des institutions du commun.

Que vous inspire l'aventure éditoriale Front populaire, rassemblant autour de Michel Onfray desdits souverainistes pour dénoncer «l'État profond» ?

CHRISTIAN LAVAL ET PIERRE DARDOT Il s'agit là d'une opération politique misérable, lancée par un individu dont le narcissisme est inversement proportionnel à l'envergure théorique. Lorsque Michel Onfray se réclame de Proudhon, il ne veut retenir de ce dernier que la face sombre (son antisémitisme)

et n'hésite pas à fabriquer une opposition entre un Proudhon catholique et terrien et un Marx athée, urbain et cosmopolite. C'est dire le degré d'infamie et d'abaissement auquel atteint cet individu. Nous serions très heureux de pouvoir contribuer à la mesure de nos moyens, qui ne sont qu'intellectuels, à dévoiler le fond réactionnaire de ce rassemblement hétéroclite. Il vise à donner l'illusion d'un consensus des souverainistes, de droite comme de gauche, au plus grand profit de l'extrême droite. Mais pour faire pièce efficacement à cette opération, il faut admettre que ces gens poussent le souverainisme d'État jusqu'à ses extrêmes conséquences et leur opposer les pratiques de souveraineté populaire.

Votre ouvrage Dominer s'achève sur l'actuel règne de l'ordre néolibéral global et de «l'ordoglobalisme». L'État contemporain a-t-il été mis au pas par les marchés et les multinationales ?

CHRISTIAN LAVAL ET PIERRE DARDOT Nous ne disons pas cela. Contrairement à une idée trop simple qui croit à la disparition et à la submersion de l'État du fait de la puissance acquise par les acteurs de la globalisation, nous montrons que l'État néolibéral est très actif dans la globalisation. Ne serait-ce qu'en remodelant les institutions pour les ajuster aux contraintes des marchés mondiaux et en soutenant les «champions nationaux» dans la lutte commerciale et industrielle. En même temps, l'État est contraint d'assurer l'ordre interne à la fois par la répression contre les opposants mais aussi par des services publics, notamment ceux qui sont indispensables au fonctionnement du capitalisme. Les États sont des réalités divisées, ils sont à la fois globalisants et globalisés, selon des degrés variables selon leurs positions respectives dans le système interétatique et capitaliste mondial. Penser que la globalisation a mis fin à l'exercice de la souveraineté étatique est une très grave erreur qui ne permet pas de comprendre ce qui se joue sur le plan géopolitique aujourd'hui.

Après Commun et Dominer, vous annoncez un troisième volet «sur la gauche globale et la cosmopolitique du commun». Comment penser un monde nouveau ?

CHRISTIAN LAVAL ET PIERRE DARDOT L'essai intitulé *Commun* opposait déjà l'alternative du commun à la logique binaire du marché et de l'État unitaire et centralisé. Notre enquête sur la souveraineté de l'État entendrait de fonder la nécessité de ce dépassement de la dualité du marché et de l'État en établissant que la souveraineté de l'État s'est toujours hybridée à l'économie et au marché, loin de s'opposer à eux. L'essai que nous annonçons ambi-

tionne de penser ce dépassement en termes de stratégie politique. Quelles alliances et avec quelles forces politiques ? Quelles expérimentations font-elles vraiment brèche ? Quelle différence entre l'internationalisme classique et le transnationalisme des pratiques qui tend aujourd'hui à s'imposer ? Une précision : nous parlons de cosmopolitique du commun et non de cosmopolitisme du commun. Nous avons besoin d'une «politique du monde». De plus, nous n'envisageons pas une souveraineté supranationale, européenne ou mondiale, mais un dépassement de l'horizon même de la souveraineté étatique. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
NICOLAS MATHEY

Dominer. Enquête sur la souveraineté de l'État en Occident, Pierre Dardot et Christian Laval, La Découverte, 736 pages, 26 euros.